

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6, avenue du Général de Gaulle – CS 90 254
43 009 Le Puy-en-velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 28/06/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2023

Partie nominative

CMSE

Immeuble Echangeur
2 avenue Tony Garnier
69007 Lyon

Affaire suivie par : MALTESE-SURGET Léa

Téléphone : 04 71 06 62 36

Courriel : lea.surget@developpement-durable.gouv.fr

Références : UiD4243-MEA-023-0213

Code AIOT : 0005600923

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 27/06/2023 de l'établissement CMSE implanté BOIS D ETAT 43240 Saint-Just-Malmont. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- PERRIN Guillaume, Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire, MEA, inspecteur de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

- -Paul GARNIER, responsable d'exploitation, CMSE
- Patrice PRIJAC, chef de carrière, CMSE
- Salomé ACQUISTAPACE, responsable foncier/ICPE, CMSE

Le courriel d'échange avec l'administration est gwenael.groizeleau@colas.com.

| Rédacteur | Vérificateur / Approbateur |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|
| | |
| L'inspecteur de l'environnement PERRIN Guillaume | Le chef de l'Uid Loire-Haute-Loire POLGE Christophe |

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 27/06/2023 de l'établissement CMSE implanté BOIS D ETAT 43240 Saint-Just-Malmont, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Conduite de l'exploitation - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2009 article : 5.4, 21, 5.5 - délai : à compter de la date de la lettre de suite



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6, avenue du Général de Gaulle – CS 90 254
43 009 Le Puy-en-velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 28/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CMSE

Immeuble Echangeur
2 avenue Tony Garnier
69007 Lyon

Références : UiD4243-MEA-023-0213
Code AIOT : 0005600923

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2023 dans l'établissement CMSE implanté BOIS D ETAT 43240 Saint-Just-Malmont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est effectuée dans le cadre du plan de contrôle 2023. La dernière inspection a eu lieu le 4 mars 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CMSE
- BOIS D ETAT 43240 Saint-Just-Malmont
- Code AIOT : 0005600923
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CMSE, filiale du groupe COLAS RHONE-ALPES AUVERGNE, exploite 5 carrières en Haute-Loire dont la carrière de granite de Saint Just-Malmont. 8 à 10 employés sont sur site. Cette carrière a été autorisée à poursuivre et à étendre son exploitation par arrêté préfectoral du 10 mars 2009 pour une durée de 30 ans et sur une superficie d'environ 26 ha.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative,
- Conduite de l'exploitation,
- Gestion des déchets inertes,
- Suivi environnementaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|----------------------------|--------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 3 | Conduite de l'exploitation | Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 5.4, 21, 5.5 | / | Lettre de suite préfectorale | |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-----------------------------------------|--------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1 | Nature de l'autorisation | Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 1 et 16 | / | Sans objet |
| 2 | Aménagements préliminaires | Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 3.1, 3.2, 3.2, 3.5 | / | Sans objet |
| 4 | Evolution des conditions d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 11/01/2023, article 1 | / | Sans objet |
| 5 | Bruit | Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 11 | / | Sans objet |
| 6 | Poussières | Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 8 | / | Sans objet |
| 7 | Gestion des inertes | Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 6-2 | / | Sans objet |
| 8 | Gestion des rejets d'eau | Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 9-5 et 9-6 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de mettre en évidence des non-conformités et observations pour lesquelles l'exploitant devra apporter les réponses nécessaires selon les délais demandés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature de l'autorisation

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 1 et 16 |
| Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE et évolution du site |
| Prescription contrôlée : ART 1. L'exploitant doit respecter les moyennes et les maximums d'activité prévus par son tableau de rubrique. ICPE. 2510-1. CARRIERE : max 400 000 t/an. 2515-1. INSTALLATIONS BROYAGE/CONCASSAGE : 1750 kW. ART 16 Les garanties financières doivent être à jour. |
| Constats : ART 1. Rubrique 2510 : Le tonnage maximal a été largement respecté en 2022 (171 000t) et le rythme d'exploitation est similaire en 2023. Rubrique 2515 : pas de modifications. ART 16. Les garanties financières sont à jour. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Aménagements préliminaires

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 3.1, 3.2, 3.2, 3.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Identification et sécurisation du site |
| Prescription contrôlée : 3.2 BORNAGE. Le périmètre des terrains est matérialisé par des bornes placées en tous points nécessaires à la délimitation des terrains. Ces bornes doivent demeurer en place, visibles ; 3.3 CLOTURE. Le pourtour de la carrière est fermé sans discontinuité par une clôture solide et efficace. Les accès et passages sont fermés par des barrières ou portes. Le danger est signifié par des pancartes. |
| Constats : 3.2 L'exploitant a matérialisé l'emplacement des bornes régulièrement arrachées (certainement en raison du trafic agricole) par la mise en place d'un piquet en retrait de quelques mètres. 3.3 Une clôture solide et efficace devra être réinstallée au droit de l'effondrement survenu au sud du site, une fois la bande des 10 m reconstituée (cf constat 3). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 5.4, 21, 5.5

Thème(s) : Autre, Phasage et remise en état de la carrière

Prescription contrôlée :

5.4 EXTRACTION. L'exploitation sera conduite depuis le sommet du massif par tranches horizontales descendantes n'excédant pas 15 mètres de haut. Elle débutera par la mise en conformité des fronts de taille de plus de 15 m de hauteur pendant la 1ère phase compte-tenu de la dérogation accordée le 26 août 1994, et progressera vers le Nord suivant les orientations proposées dans l'étude d'impact. Le gisement sera exploité jusqu'à la cote NGF 730 m pour la partie renouvellement d'autorisation, sauf les parcelles 37 et 778 qui seront exploitées, comme la partie extension, jusqu'à la cote NGF 717 m (voir article 2 pour les n° de parcelles). Le sous-cavage est interdit. Le front de taille sera régulièrement visité, au moins une fois par semaine, et après chaque tir de mines. Il sera purgé en tant que de besoin. L'accès aux zones dangereuses des chantiers (danger permanent ou temporaire) sera interdit par une protection adaptée et efficace. Le danger sera également signalé par pancartes.

Constats :

L'exploitant signale un effondrement du front de taille non exploité dans la partie sud de la carrière, au niveau du stock de gravillons, en avril 2022. Il a mandaté un expert géotechnique (Alpes Ingé) pour sécuriser le front.

Un merlon a été installé au pied du front pour piéger les pierres et le front a été purgé une première fois avec une pelle arignée. Le front continue toutefois de s'effondrer et un second passage de l'expert est prévu en juillet 2023. Cet effondrement a emporté la bande des 10 m ainsi qu'un tronçon de la clôture périmétrique.

Une convention passée avec le propriétaire des terrains a permis à l'exploitant de reconstituer temporairement la bande des 10m (déplacement de la clôture à bétail et mise en place d'un filet de signalisation).



Effondrement des fronts de taille



Mise en place d'un filet au sommet de l'effondrement (la borne est en limite de site)

Il est demandé à l'exploitant de transmettre de l'exploitant :

- Sous 3 mois :
 - une description des circonstances de l'incident avec une analyse des potentielles causes (historique d'exploitation et d'extraction, analyse du gisement) et des propositions d'adaptations des méthodes d'extraction pour éviter que ce type

- d'incident se reproduise,
- une description des mesures mises en oeuvre,
- la transmission des rapports géotechnique d'avril 2022 et de juillet 2023,
- sous 6 mois : un porter à connaissance proposant un nouveau périmètre ICPE intégrant la nouvelle bande des 10m. Les plans de phasage et remise en état seront mis à jour au besoin, ainsi que le calcul des garanties financières, les surfaces occupées, le nouveau parcellaire et la justification de la maîtrise foncière de cette nouvelle parcelle.

Il est rappelé à l'exploitant que ce type d'incident doit faire l'objet d'une information de la DREAL dans les meilleurs délais.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 4 : Evolution des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2023, article 1

Thème(s) : Autre, Réalisation de la plateforme

Prescription contrôlée :

Les stocks de matériaux de la carrière sont répartis de la manière suivante : - un remblai sud constitué de stériles de production et de déchets inertes extérieurs valorisables uniquement en remise en état de la carrière,- une zone de stockage temporaire au nord-ouest de la carrière (parcelles n°D228, 235, 236, 238 et 239) constituée uniquement des terres de découverte de la carrière. Le volume de terre estimé est de 70 000 m³, ce remblai fait une surface de 7865 m². La hauteur maximum est 25m et se divise en deux talus de 3 m de large. Ce remblai sera engazonné pour favoriser l'intégration paysagère rapide et la stabilisation puis retiré pour la remise en état finale du site.

Constats : L'inspection a permis de constater que le début de la plateforme avait été terrassé. La coupe des bois est prévue en octobre, en amont de tout dépôt de matériaux.



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Bruit

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 11 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion du bruit |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué en cas de modification des installations. Les valeurs relevées doivent respecter les maximums prévus par le présent article. Tous les ans. |
| Constats : Les analyses d'octobre 2022 révèlent des résultats conformes. Une nouvelle mesure de bruit réalisée avec un point supplémentaire a été réalisée début juin 2023, l'exploitant attend les résultats. L'exploitant transmettra le rapport 2023 à réception. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Poussières

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 8 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des poussières |
| Prescription contrôlée : Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur la voie publique. Les roues des camions seront nettoyées à l'eau avant leur sortie de la carrière, sauf en période de gel. Deux analyses de rejet/an à contrôler. |
| Constats : Deux campagnes de mesure par jauge OWEN ont été réalisées en 2022, du 21 mars au 21 avril et du 13 octobre au 15 novembre. Les résultats, compris entre 18 et 140 mg/m ² /jour (poussières minérales et végétales), sont conformes, ainsi que les résultats de la première campagne 2023, réalisée du 3 avril au 2 mai. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Gestion des inertes

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 6-2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des inertes |
| <p>La partie Sud du site sera remblayée à l'aide des stériles de découverte et de matériaux de terrassement provenant de l'extérieur afin de recréer progressivement un versant dont la pente se rapprochera des terrains d'origine. Ce versant sera ensemencé.</p> <p>Les apports extérieurs seront accompagnés d'un bordereau de suivi qui indiquera leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés, qui attestera la conformité des matériaux à leur destination.</p> <p>L'exploitant tiendra à jour un registre dans lequel seront archivés ces bordereaux ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblai correspondant aux données figurant dans le registre.</p> <p>L'accueil des inertes pour la remise en état fait l'objet d'une action régionale.</p> |
| <p>Constats : L'exploitant indique avoir accueilli 10 643 t de déchets inertes en 2022, principalement destinés à être envoyés sur la carrière CMSE d'Yssingaux (7600t) en raison du manque de place à Saint Just Malmont.</p> <p>Seuls ont été conservés les déchets inertes servant à créer le merlon pour piéger les pierres en bas du front effondré. L'exploitant indique n'accepter que des « terres et cailloux » (17 05 04), et renvoyer vers des confrères les déchets de bitume ou de démolition. Un logiciel métier permet d'assurer la traçabilité des déchets et la mise en place du RNDTS est en cours.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Gestion des rejets d'eau

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 9-5 et 9-6 |
| Thème(s) : Autre, Gestion des rejets d'eau |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>9-5 Les eaux susceptibles d'être polluées, notamment celles récupérées sur la « plate forme engins » et les eaux de nettoyage, seront collectées dans un dispositif suffisamment dimensionné pour assurer une décantation et un déshuilage corrects, avant d'être rejetées dans le milieu naturel. Ce dispositif devra être régulièrement entretenu de manière à conserver son efficacité.</p> <p>Les effluents rejetés dans le milieu naturel devront être exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de matières flottantes, - de produit susceptible de dégager en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, - de substance capable d'entraîner la destruction du poisson en aval. <p>Ils devront respecter les paramètres suivants mesurés sur un échantillon représentatif des rejets moyens d'une journée (proportionnel au débit) :</p> <ul style="list-style-type: none"> . pH compris en 5,5 et 8,5 (NFT 90 008) . pH compris en 5,5 et 8,5 (NFT 90 008) (1) . Température inférieure à 30 °C (NFT 90 100) (1) . MEST (2) inférieures à 35 mg/l (NFT 90 105) (1) . DCO (3) inférieure à 125 mg/l (NFT 90 101) (1) . Hydrocarbures inférieurs à 10 mg/l (NFT 90 114) (1) . Couleur (modification du milieu récepteur) 100 mg Pt/l. <p>(1) Normes des mesures (2) MEST : matière en suspension totale (3) DCO : demande chimique en oxygène sur effluent non décanté.</p> <p>9-6 Un contrôle annuel des rejets de ces émissaires sera pratiqué par un organisme agréé durant la première phase d'exploitation de la carrière. Ce contrôle portera sur les paramètres susvisés et sur la mesure du débit en vue d'évaluer le flux des polluants.</p> |
| Constats : Les analyses du 15 décembre 2022 révèlent des rejets eaux pluviales conformes (pH, MES, DCO, HC). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |